

VILLE DE CARNOUX EN PROVENCE

OBJET : Réglementation temporaire de la circulation et du stationnement sur l'avenue de CASSIS (RD41E), pour des travaux de renouvellement du réseau et des branchements gaz réalisés par l'entreprise CONSTRUCTEL ENERGIE du 23 mars 2026 au 30 avril 2026.

Modificatif arrêté n° 34/2026 du 04 mars 2026.

ARRÊTÉ N° 70/2026

Nous, **Nicolas BOULAND**,

Chevalier de l'ordre des Palmes Académiques,

Maire de la Commune de **CARNOUX en PROVENCE**,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2 et L2213-1,

VU le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les articles L511-1 à L515-1,

VU le Code Pénal et notamment l'article R610-5,

VU le Code de la Route,

CONSIDÉRANT qu'il importe de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur l'avenue de CASSIS (RD41E), pour des travaux de renouvellement du réseau et des branchements gaz réalisés par l'entreprise CONSTRUCTEL ENERGIE **du 23 mars 2026 au 30 avril 2026**,

ARRÊTONS

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 34/2026 du 04 mars 2026 est modifié comme suit.

ARTICLE 2 :

Le stationnement des véhicules de toutes sortes sera interdit sur l'avenue de CASSIS (RD41E), à hauteur des travaux, pour des travaux de renouvellement du réseau et des branchements gaz réalisés par l'entreprise CONSTRUCTEL ENERGIE **du 23/03/2026 au 30/04/2026**.

ARTICLE 3 :

La circulation des véhicules de toutes sortes sur l'avenue de CASSIS (RD41E) s'effectuera en alterné par feux tricolores, à hauteur des travaux, **du 23/03/2026 au 30/04/2026**.

La circulation alternée ne pourra être mise en place **qu'entre 09h00 et 16h00**. Ceci dans un souci de fluidification de la circulation.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est applicable pendant la période indiquée aux articles précédents.

ARTICLE 5 :

La mise en place, la pose et l'enlèvement de la signalisation, seront exécutés par la société CONSTRUCTEL ENERGIE.

ARTICLE 6 :

La responsabilité du pétitionnaire sera substituée à celle de l'administration si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait la conséquence de la présente réglementation.

ARTICLE 7 :

Les infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées par procès verbaux et les contrevenants seront traduits devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 8 :

Les conducteurs des véhicules devront se conformer strictement à ces instructions ainsi qu'à celles que pourraient leur donner sur place, les agents chargés du service d'ordre. Ils seront responsables dans le cas où des accidents surviendraient par la suite de la non-observation du présent arrêté.

ARTICLE 9 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Marseille (31 rue Jean François Lecas, 13002 Marseille), dans le délai de deux mois suivant sa notification et/ou sa publication. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Acte rendu exécutoire

ARTICLE 10 :

Madame la Directrice Générale des services de la Mairie de Carnoux en Provence,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Carnoux en Provence, **21 MAR. 2026**

Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de Carnoux en Provence,

La société CONSTRUCTEL ENERGIE, représentée par madame Audrey MAHABO,

Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté,

Fait à Carnoux en Provence, le **24 mars 2026**.

Le Maire,


Nicolas BOULAND